

LES NOTES DU CREOQN

Centre de Recherche de l'École des Officiers de la Gendarmerie Nationale

Numéro 67 – Février 2022

Colonel David BIÈVRE



DE L'INDIVIDU, DE LA HORDE ET DE L'ÉTAT : DE L'INTERPRÉTATION DE LA RÈGLE À LA CONTESTATION DE L'AUTORITÉ (Partie 2/3)

Quoi de commun entre la sécurité routière, la crise sanitaire, les décisions de justice ou bien encore les taux d'abstention aux élections ? L'ensemble de ces thématiques pose la question de la norme sociale et du rapport à la règle puis, dans son prolongement, conteste l'autorité de l'État, de ses institutions et, enfin, celle de ses serviteurs. Les libertés individuelles érigées par certains comme argument ultime éteignant *de facto* toute forme de débat pourraient en réalité être les symptômes d'une pathologie révélant un lien social en déliquescence. En effet, la défense jusqu'au-boutiste de certaines positions servant des intérêts particuliers corrode les fondations des sociétés et, paradoxalement, d'abord celles qui, par leurs formes juridiques, ont pour objectif de garantir cette libre expression ; la démocratie en est ainsi fragilisée. Afin de contribuer à éclairer cette question, un bref voyage sociologique interrogeant la relation des individus à la norme sociale et son rapport à la société est proposé dans un triptyque.

Deuxième partie : de la horde à l'État

Nous avons vu, dans une première partie, le rapport individuel à la norme, de l'interprétation de la règle à la question de la déviance. À ce stade, c'est la question de l'individu dans la société qui mérite un développement : la constitution d'un collectif exigerait-elle l'abandon d'une partie de ses libertés individuelles ? Et les contestations seraient-elles l'expression d'un système « naturel » de défense ? En s'appuyant sur les travaux de Freud, notamment sur la psychologie des foules, Eugène Enriquez s'interroge sur le lien social : comment des individus sont-ils amenés à abandonner certaines libertés pour adhérer aux normes collectives constitutives d'une société ? Ici, le processus inverse nous interpelle : comment certains individus sont-ils amenés à réexaminer la hiérarchie de leurs normes pour renoncer à celles génératrices d'un lien social et donc d'une vie en société ?

I) Freud et le lien social

« Pourquoi des individus, qui, isolément sont parfois capables de pensée libre et rigoureuse, se mettent-ils, lorsqu'ils sont en groupe, à s'identifier au maître et à ses idéaux, à soutenir les actions les plus absurdes et les moins susceptibles de favoriser la réalisation de leurs désirs ? » (Enriquez p. 12)¹. Dès l'introduction de son ouvrage de psychanalyse du lien social, Eugène Enriquez pose la question capitale constitutive de toute société

¹ Tout au long de la Note, les mentions de pages entre parenthèses renvoient à l'ouvrage : ENRIQUEZ, Eugène. *De la horde à l'État. Essai de psychanalyse du lien social*. Éd. Gallimard, 1983.

et civilisation : si les sujets érigent leurs libertés individuelles au niveau fondamental, comment sont-ils d'abord enclins à y renoncer pour fonder une organisation et pourquoi sont-ils amenés, à l'inverse, à se soustraire aux règles collectives ?

Il poursuit en ce sens sa réflexion : « *Pourquoi les hommes, se voulant guidés par le principe de plaisir et les pulsions de vie, aspirant à la paix, à la liberté et à l'expression de leur individualité, et qui, consciemment, disent désirer le bonheur au profit de tous, forgent-ils le plus souvent des sociétés aliénantes favorisant plus l'agression et la destruction que la vie communautaire ?* » (p. 13). Ainsi, l'individu isolé peut développer un système de pensée rationnelle qu'il abandonne dans la construction de son évolution dans la société, parfois même à l'opposé de ses convictions initiales. Cela peut également être le cas de la contestation de la règle lorsqu'elle vient à s'exprimer au sein du groupe. Ainsi, en s'appuyant sur les écrits fondamentaux de Freud, Enriquez précise que seule l'approche analytique de la psychanalyse doit lui permettre de répondre à ses interrogations initiales ; il choisit donc la voie d'une approche pathologique, source d'une souffrance individuelle et d'une souffrance sociale, car « *le lien social est avant tout un lien de pouvoir* » (p. 25).

Dans *Totem et Tabou*, œuvre bascule de la pensée freudienne, la naissance d'un groupe, d'une société est le fruit d'un crime commun qui permet de passer d'une horde primitive à une civilisation et un état de droit ; c'est l'acte fondateur d'une civilisation. Mais à l'origine, il n'y a pas de social, il n'y a que des rapports de force ; il faut inventer le premier rapport de solidarité pour se reconnaître mutuellement comme semblable et concevoir un groupe. Mais ce travail de reconnaissance n'existe que par la conséquence d'un acte criminel dans lequel les individus observent et constatent leurs similitudes. Ils construisent alors un lien d'amour entre eux autour de la haine qu'ils réservent au chef de la horde dont le meurtre le commuera en père. « *Le père est toujours un père mort, le père mort un père mythique* » (p. 35). Ainsi apparaît « *l'idée que le ressort de la civilisation est toujours d'essence conflictuelle et à vocation névrotique* » (*ibidem*).

Non est le terme originaire de tout groupe ; « *ils tuèrent le père et le mangèrent* » (d'après Freud) : l'égalité naît ainsi du repas partagé où chaque individu du groupe incorpore une part équivalente du pouvoir détenu. Mais vient le temps où chaque sujet veut à son tour devenir père et le lien libidineux s'efface pour une relation de haine.

« *Nous sommes passés d'un monde de rapports de force à un monde de rapports d'alliance et de solidarité, d'un état de nature à un état de droit où la loi est incarnée par celui-là même qui représentait vivant l'arbitraire total* » (p. 38) ; « *il ne peut exister de corps social sans l'instauration d'un système de refoulement collectif* » (p. 39). Enriquez défend, comme Freud, que nous n'existons en tant que sujet humain que dans l'œil d'autrui ; et réciproquement, autrui n'existe que s'il y a investissement affectif. Ainsi, c'est le lien libidinal « *qui permet la construction des êtres et non l'inverse* » (p. 56). C'est donc une différence fondamentale, car dans la horde, le lien de haine prévaut, là où celui d'amour est fondateur de la société. Cela justifie alors l'abandon de certaines libertés individuelles (construction des êtres et d'un lien social libidineux).

« *Les foules n'ont jamais connu la soif de la vérité. Elles réclament des illusions auxquelles elles ne peuvent pas renoncer* », Freud, cité par Enriquez (p. 62). À partir de ces éléments, Enriquez observe trois éléments fondamentaux de la foule : la force magique des mots, qui permet au sein de la foule une transformation en faisant passer le rêve pour la réalité ; la disparition chez l'individu de la notion d'impossible : ici, les désirs se transforment en réalité, ce qui conduit à la fois à une infantilisation des sujets et à la création d'une capacité d'action ; enfin, l'installation dans la certitude et non dans la quête du savoir. « *Le savoir est lié au doute* » (p. 65). « *Or que nous autorise la foule, sinon cette idée que l'opinion commune (et qui apparaît donc légitime) ne peut être que l'expression de la vérité* » (*ib.*) ? La foule contribue alors au rapprochement entre certitude et savoir. Mais la foule accentue les « *forces qui guident habituellement l'individu* » (*ib.*) .

La cohésion du groupe ne vient que de l'amour mais cet amour est « *contraignant* » (p. 68), car il est privatif de liberté. Seul l'amour peut alors créer un lien durable et donc, sans amour, point de civilisation. « *C'est parce que le chef parle qu'il crée le monde* » (p. 71) : c'est par le discours qu'il diffuse des mots d'amour qui créeront le « *refuge dans l'illusion* » plutôt « *que la tension vers le vrai* » (p. 72) ; mais l'amour est insuffisant, la présence de la haine est indispensable. Amour tourné vers l'intérieur du groupe et haine et pulsion de mort vers

l'extérieur : une organisation, pour exister durablement, doit donc se trouver, se définir des ennemis, à l'extérieur mais également à l'intérieur du groupe. Les sociétés modernes se caractérisent par l'existence de nombreux groupes qui se recoupent partiellement, d'où une concurrence qui pousse les organisations à tenter d'imposer leur loi fondamentale. C'est le cas de l'État confronté à la même nécessité par rapport aux groupes divergents. Cela conduit l'individu, relevant de plusieurs groupes, à perdre ses repères identificatoires, à perdre son identité, à réaliser des « *processus de réorganisation de sa personnalité* » (p. 85).

II) Le pouvoir dans les sociétés modernes

« *La doctrine de la liberté de l'homme est donc au fondement de la progression de son activité rationnelle* » (p. 301) et la Révolution, instaurant que les hommes naissent libres et égaux en droit, a créé la notion de classes sociales et les conditions de la lutte pour le pouvoir. Elle a créé ainsi un nouveau sacré, le peuple dans la nation et dans l'État et, enfin, a orienté la recherche de rationalité vers le seul horizon de progrès en donnant aux seules sciences et techniques l'objectif d'y parvenir. La promotion de l'égalité conduit à l'indifférenciation ; c'est alors le rôle confié à l'argent de reconstituer au sein des sociétés les différences, en lieu et place des valeurs féodales, comme l'honneur et le prestige. Le prolétariat se construit autour de la valeur travail. Avec la Révolution, « *à une société de rang succédait une société de classes, à une société à sacré transcendant une société à deux sacrés à la fois autonomes et fortement liés l'un à l'autre* » (p. 307). « *La liberté et l'égalité ne sont pas seulement au fondement de la société de classes, elles sont à l'origine du régime démocratique, c'est-à-dire à la racine de la lutte interminable pour le pouvoir entre les frères égaux* » (p. 304). La société s'établit ainsi sur la volonté collective de s'unir à autrui, le semblable. Il y a alors convergence des désirs individuels et des désirs collectifs. Reprenant Freud et Sage, Enriquez rappelle l'envers du décor : une société d'égalité est aussi une société de conflits. Mais alors, comment arbitrer entre les conflits de citoyens égaux, car « *l'égalité débouche sur la compétition intensive* » (p. 309) ? Ainsi, « *la démocratie, ce n'est pas l'acceptation de règles de jeu, c'est le jeu avec les règles, ce n'est pas le respect de la légalité, c'est l'essai de construire une légitimité non contestable et toujours contestée* » (p. 312). Enriquez s'interroge sur la force de la loi puisque cette dernière est le fruit d'individus faillibles. « *Faire des lois, c'est appeler à la violation de la loi. Aussi ne s'étonnera-t-on pas de voir dans les sociétés démocratiques, au fur et à mesure de leur développement, la violence remplacer le consensus [...]* » (p. 315). La Révolution promeut la liberté et l'égalité qui ouvrent la voie à la démocratie mais cette dernière voit la violence s'exprimer de plus en plus, car les individus sont égaux par définition et donc une hiérarchie et une organisation du pouvoir sont contestées ; il faut alors s'organiser en société grâce à la structuration, c'est-à-dire l'État. Ainsi, l'État permet, comme le défend Enriquez, de faire converger un monde profane avec un nouveau sacré. En effet, en s'appuyant sur Hengel et Marx, Enriquez nous rappelle que l'existence d'une « société civile » où l'organisation d'un *modus vivendi* suffirait à protéger la vie est une utopie hors l'existence d'un « absolu extérieur » (p. 317), l'État. En effet, la liberté obtenue par les acteurs ne peut s'exprimer au sein d'une société qu'à travers trois éléments complémentaires : une gouvernance par l'économie politique, une division du travail et, par voie de conséquence, une opposition de classes.

La société civile, dès lors, échoue à créer un groupe, une communauté, dit Enriquez, car les intérêts, dans l'économie politique, s'affrontent et ne peuvent être conciliés ; il est alors indispensable de développer une instance permettant à tout le moins de réguler les intérêts particuliers afin de représenter « *l'universel et l'absolu* » (*ib.*). Ce rôle d'organisation et de mise en ordre des pulsions de l'économie politique est alors confié à l'État. Toutefois, observe Enriquez, il est indispensable de ne pas favoriser la confusion : l'État n'est pas raison. Pourtant, reconnaît-il, l'État est le seul à bénéficier « *de la parole souveraine* » (p. 319). Ainsi, avec l'État-nation, un nouveau sacré a vu le jour, pouvant exiger jusqu'au sacrifice de ses ressortissants en contrepartie de sa protection. Désormais, nos sociétés modernes sont régies par deux sacrés : l'argent (et dans le prolongement la valeur travail) et l'État-nation. Dans tous les cas, les individus doivent, dès lors, adhérer aux règles définies par ce dernier, même si elles sont perçues comme injustes et appelées évoluer « *par le débat et non le combat* » (p. 330).

L'État construit sa légitimité sur un concept incontestable, la volonté du peuple, alors que les confrontations d'intérêts rendent en réalité cette dernière peu lisible. Pour que l'État puisse se légitimer, il va devoir « *prendre le contrôle de l'activité de ses membres et pénétrer dans toute l'épaisseur du social* » (p. 327). « *Si la horde s'accomplit dans l'État, celui-ci demeure constamment en proie à la tentation de se convertir en État de la*

horde » (p. 439). La violence est obligatoire, même si elle prend la forme d'une loi, d'une norme ou d'une règle. Ainsi, pour Enriquez, il n'y a qu'un pas entre l'État qui permet l'expression du désir à l'État assurant la mort de tout désir qu'il ne partage pas, mais « *plus le monde se veut unifié, plus il éclate en myriades de comportements, de groupuscules, de chapelles. Tout totalitarisme est le père étonné de la dissidence* » (p. 447). Au final, la réinterprétation des règles et des normes collectives constitue-t-elle pour ses auteurs la réaction naturelle à la constitution de l'État ? Autrement dit, la constitution d'un autre collectif ? Ou cette posture correspond-elle à une vision de mort motivée par l'État ? Ce point n'est pas tranché.

*

Cette deuxième partie a permis d'interroger l'opposition que la création d'un collectif est susceptible d'alimenter entre libertés individuelles et normes collectives. En effet, quand la horde se mue en société, afin de garantir des libertés individuelles, les normes collectives organisent l'abandon de certaines d'entre elles, nous indique Enriquez. Mais certaines de ces normes sont contestées et posent la question de leur pertinence et de leur efficacité. Il nous faudra observer, dans la troisième partie de ce triptyque, la question de l'évaluation de l'action publique, car c'est sa légitimité qui est au cœur de la problématique.

Bibliographie

Crozier, Michel, et Erhard Fiedberg. 2014. *L'acteur et le système les contraintes de l'action collective*. Paris: Éd. du Seuil.

Enriquez, Eugène. 1983. *De la horde à l'État. Essai de psychanalyse du lien social*. Éd. Gallimard.

Lascoumes, Pierre, Patrick Le Galès, et François de Singly. 2018. *Sociologie de l'action publique*. Malakoff: Armand Colin.

Le Colonel David Bièvre est Sous-directeur adjoint de l'immobilier et du logement (DGGN/DSF).

Docteur en Sciences de gestion – Université Paris Dauphine (thème : la conduite du changement dans les administrations publiques – 2005)

Doctorant en Sociologie – Université de Lille (CLERSé) (thème : rationalités et facteurs de contingence en sécurité routière – en cours)